



# **REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE SAINTÉ-FOY-DE-PEYROLIERES**

## **PIECE 0 – PIECES ADMINISTRATIVES**



**REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME**  
COMMUNE DE SAINTE-FOY-DE-PEYROLIERES

PIECE 0 – PIECES ADMINISTRATIVES

VERSION	DESCRIPTION	ÉTABLI(E) PAR	APPROUVÉ(E) PAR	DATE
ARTELIA HELIOPARC – 2 AVENUE PIERRE ANGOT – CS 8011 – 64053 PAU CEDEX 9 – TEL : 05 59 84 23 50				

# SOMMAIRE

- A. DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL PRESCRIVANT LA REVISION DU PLU**
- B. PROCES VERBAUX DEBATS DU PADD**
- C. DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL ARRETANT LE PROJET ET TIRANT LE BILAN DE LA CONCERTATION**





## **A. DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL PRESCRIVANT LA REVISION DU PLU**





EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
COMMUNE DE SAINTE-FOY-DE-PEYROLIERES  
Département de la Haute-Garonne  
Arrondissement de Muret

Acte rendu exécutoire  
de plein droit  
☒ Affichage  
☒ Notification

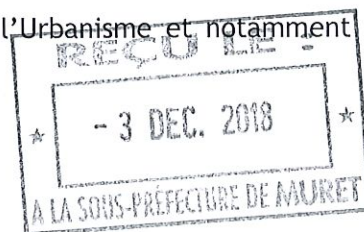
Le 27 novembre 2018 à 21 heures, le Conseil Municipal de la commune de Sainte-Foy-de-Peyrolières, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur François VIVES, Maire.

<p>Séance du <b>27 NOVEMBRE 2018</b></p> <p>Acte n° 35/2018</p> <p>Conseillers en exercice : 19 Présents : 16 Votants : 16+1 Absents excusés : 2 Date de convocation : 23/11/2018 Date d'affichage : 23/11/2018</p>	<p>Présents : GUYS Dominique - DIJON Jaky - PORTE Véronique - DELCOUDERC Pascal - BRON Michel - DUPIN Sylvie - REMY Bernard - MOUSQUET Isabelle - FELDMANN Franck - BANACHE Isabelle - DESTOUMIEUX Guillaume - MARTRES Roger - ROLLAND Gérard - BIANCHINI Nadine - VIGNAUX Alain -</p> <p>Procuration(s) : SAGODI Aniko à VIVES François</p> <p>Absent(s) : LESNE Vanessa - BALONDRAGE Emilie</p> <p>Secrétaire : Mme PORTE Véronique</p>
<p>Objet :</p>	<p><b>PRESCRIPTION REVISION COMPLETE DU PLU</b></p>

Monsieur le Maire informe le Conseil municipal que Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L153-31, L153-32 et L153-33 ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 24 juin 2014 ;

Monsieur le Maire présente les raisons de la révision du PLU :



- Etablir au niveau communal une politique d'aménagement et de développement urbain qui tienne compte des évolutions apportées par les lois « Grenelle II » et « ALUR », notamment en revoyant et complétant le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) ;
- Mettre en compatibilité le PLU actuel avec le schéma de cohérence territoriale (SCOT) du Sud Toulousain en vigueur, mais également prendre en compte les évolutions de celui-ci, en particulier en matière d'accueil de logements et d'activités économiques (au sein du tissu urbanisé et dans des espaces d'accueil dédiés), au fur et à mesure de l'avancée de la révision du SCOT en cours de réalisation par le syndicat mixte du Pays du Sud Toulousain ;
- Préserver et aménager les espaces naturels et tenir compte des questions environnementales (nuisances, prévention des risques d'inondation, cadre de vie, transports). Le futur PLU devra intégrer les réflexions issues de l'atlas de la biodiversité porté par la commune et traduire sur le territoire communal le schéma régional de cohérence écologique (SRCE) et le SCOT qui définissent les trames verte et bleue permettant de préserver et remettre en bon état les continuités écologiques. Il conviendra notamment de porter une attention aux grands espaces boisés de « La Salvétat », « La Croix », « La Blagnague », « Quillé » ainsi qu'aux corridors vert et bleu comme « La Saudrune » ou les ruisseaux de « Bajoly », « Galage », « Trujol », « des secs » identifiés sur la commune ;
- Maîtriser et préciser les conditions de l'urbanisation, pour permettre l'accueil de nouveaux habitants sur la base d'une utilisation économe, équilibrée et diversifiée de l'espace, à partir d'un urbanisme de projet rendu possible par le nouveau contenu du règlement et des orientations d'aménagement et de programmation (OAP) définies dans l'ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 et le décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 réformant le livre Ier du code de l'urbanisme ;

- Développer les possibilités d'urbanisation de la commune en fonction du projet d'accueil de la population prévu en cohérence avec les prescriptions du SCOT du Pays du Sud Toulousain. Les secteurs à proximité du bourg seront à privilégier en cohérence avec les possibilités de raccordement à l'assainissement collectif. Les projets d'urbanisation s'accompagneront de la création d'OAP ;
- Analyser les problématiques liées aux déplacements et au stationnement, notamment en privilégiant les modes doux pour relier les différents équipements publics en toute sécurité pour les usagers. Des préconisations en matière d'emplacement réservé pourraient être nécessaires à la mise en œuvre de ces projets ;
- Anticiper les accompagnements publics nécessaires au développement de l'urbanisation (espace et équipements publics) pour réserver les capacités foncières indispensables à leur réalisation. Dans ce cadre, il conviendra de prévoir des emplacements réservés si besoin ;

Préserver l'activité agricole, en appliquant les nouvelles règles en matière :

- d'extension des habitations isolées existantes non liées à l'agriculture et des possibilités de création d'annexes (suppression du pastillage Nh) ;
- de désignation des constructions pouvant faire l'objet d'un changement de destinations ;
- de création de secteur de taille et de capacité d'accueil limité (STECAL), en particulier pour des constructions exceptionnelles ne pouvant être réalisées en zones U ou AU.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois en an que-dessus.

Au registre sont les signatures,  
Pour extrait conforme,

Où l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

VOTE	Pour :	16 + 1
	Contre :	0
	Abstention :	0

- de prescrire la révision du PLU sur l'intégralité du territoire de la commune, conformément à l'article L.153-1 du Code de l'Urbanisme ;
- d'approuver les objectifs développés par Monsieur le Maire ;
- que la concertation sera mise en œuvre selon les modalités suivantes :
  - *installation de panneaux d'exposition en mairie ;*
  - *insertion dans le bulletin municipal et sur le site internet de la commune d'au moins - un article présentant l'avancement du projet de PLU ;*
  - *organisation d'au moins une réunion publique ;*
  - *mise à disposition du public d'un cahier de recueil des observations.*
- de solliciter l'aide gratuite de l'Agence Technique Départementale de la Haute-Garonne en tant qu'assistant à maître d'ouvrage ;
- de solliciter de l'Etat, conformément à l'article L.132-15 du Code de l'Urbanisme, qu'une dotation soit allouée à la commune pour couvrir les dépenses nécessaires à la révision du PLU ;
- que les crédits destinés au financement des dépenses afférents à la révision du PLU sont inscrits au budget de l'exercice considéré, chapitre 20 de la section d'investissement.



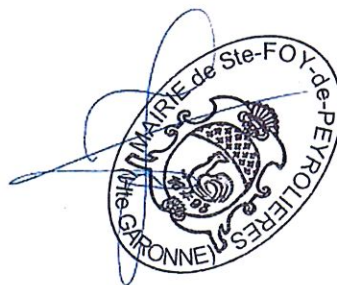
- La présente délibération sera transmise à la sous-préfète du département de la Haute-Garonne (arrondissement de Muret) et notifiée :
- aux présidents du Conseil Régional et du Conseil Départemental ;
- au président du syndicat mixte du Pays du Sud Toulousain compétent en matière de schéma de cohérence territoriale (SCOT) ;
- aux présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat et de la Chambre d'Agriculture.

Conformément aux articles R. 153-20 et R.153-21 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un délai d'un mois et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que-dessus.

Au registre sont les signatures,  
Pour extrait conforme,

Le Maire,  
François VIVES





## **B. PROCES VERBAUX DEBATS DU PADD**



	<p align="center"><b>EXTRAIT DU REGISTRE                  DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL                  COMMUNE DE SAINTE-FOY-DE-PEYROLIERES</b>  <i>Département de la Haute-Garonne                  Arrondissement de Muret</i></p>	<p>Acte rendu exécutoire                  de plein droit  <input checked="" type="checkbox"/> Affichage  <input checked="" type="checkbox"/> Notification</p>
---	---	---

Le 28 novembre 2019 à 21 heures 00, le Conseil Municipal de la commune de Sainte-Foy-de-Peyrolières, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur François VIVES, Maire.

<p align="center">Séance du  <b>28 NOVEMBRE 2019</b></p> <p align="center"><b>Acte n° 40/2019</b></p> <p>Conseillers en exercice : 19                  Présents : 16                  Votants : 16+2                  Absents excusés : 1                  Date de convocation : 25/11/2019                  Date d'affichage : 25/11/2019</p>	<p>Présents : <b>GUYS Dominique - DIJON Jaky – PORTE Véronique - DELCOUDERC Pascal - BRON Michel - DUPIN Sylvie - REMY Bernard - MOUSQUET Isabelle - FELDMANN Franck - BANACHE Isabelle - LESNE Vanessa - BIANCHINI Nadine - VIGNAUX Alain - MARTRES Roger - ROLLAND Gérard</b></p> <p>Procuration(s) : <b>SAGODI Aniko à M.DELCOUDERC - DESTOUMIEUX Guillaume à M.BRON</b></p> <p>Absent(s) : <b>BALONDRADÉ Emilie</b></p> <p>Secrétaire : <b>Mme PORTE Véronique</b></p>
<p align="center">Objet :</p>	<p align="center"><b>DEBAT ORIENTATIONS PADD « PROJET AMENAGEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE »</b></p>

Le Maire informe le conseil municipal que les études pour la révision du PLU ont démarré en mars 2019. Ces travaux qui sont réalisés dans le cadre de la commission urbanisme ont permis de faire émerger un diagnostic et un projet de PADD. Conformément à l'article L151-5 du code de l'urbanisme, le PADD :

- Définit les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;
- Définit les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune ;
- Fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

**Vu** la délibération du conseil municipal n°35/18 en date du 27 novembre 2018 prescrivant la révision du plan local d'urbanisme sur la commune de Sainte-Foy-de-Peyrolières ;

**Vu** l'article L153-12 du code de l'urbanisme précisant qu'« un débat a lieu au sein [...] du conseil municipal sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables mentionné à l'article L. 151-5, au plus tard deux mois avant l'examen du projet de plan local d'urbanisme. » ;

**Vu** les orientations générales du projet de PADD annexé à la présente délibération.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
COMMUNE DE SAINTE-FOY-DE-PEYROLIERES

Département de la Haute-Garonne - Arrondissement de Muret

ID : 031-213104813-20191128-DÉLIB\_40\_2019-DE

Acte n° 40/2019

Considérant le projet de PADD dûment exposé et comportant 14 orientations s'articulant autour de trois axes, à savoir :

- Axe 1 : Maintenir les grands équilibres du territoire et préserver le cadre de vie rural de qualité ;
- Axe 2 : placer la centralité villageoise au cœur du projet ;
- Axe 3 : définir un développement économique répondant à des besoins à plusieurs échelles.

Sur cette base, Monsieur le Maire propose au Conseil municipal de débattre du contenu des trois axes proposés qui seront ensuite traduits dans les pièces règlementaires du PLU (règlements écrit et graphique, orientations d'aménagement et de programmation). Ce débat est enregistré pour pouvoir être retranscrit.

Retranscription des principaux points débattus et des questions soulevées :

**Axe 1 : MAINTENIR LES GRANDS EQUILIBRES DU TERRITOIRE ET PRESERVER LE CADRE DE VIE RURAL DE QUALITE**

Mr MARTRES : Que signifie « assurer la pérennité de l'activité agricole »?

Mr VIVES : Le volet agricole est déjà identifié dans le précédent document du PADD, nous devons favoriser le travail de l'agriculteur, en maintenant des parcelles faciles à travailler et non fragmentées, cette activité couvre plus de la moitié de notre territoire.

Mr ROLLAND : Ce volet agricole est une simple déclaration d'intention. Combien de commissions urbanisme ont eu lieu?

Mr VIVES : 5 commissions ont eu lieu depuis le lancement de la révision. M.MARTRES, membre de la commission y a été convié systématiquement.

**Axe 2 : PLACER LA CENTRALITE VILLAGEOISE AU CŒUR DU PROJET**

Mr MARTRES : ne croit pas du tout à l'installation de commerces sur le village

MR VIVES : aujourd'hui nous n'avons pas d'offres de surfaces commerciales alors que nous avons des projets. Ce qui montre bien que nous devons offrir plus de possibilités en centre bourg.

Mr. ROLLAND : « placer la centralité villageoise au coeur du projet » signifie t-il que les hameaux sont figés complètement? Ne pourrions-nous pas nous contenter de «contrôler »?

Mr. VIVES : L'idée n'est pas de bloquer l'évolution des habitations existantes, elles peuvent évoluer par des extensions ou annexes. On constate aujourd'hui que nous ne pouvons pas contrôler les divisions qui ont mis en péril nos réseaux actuels, non dimensionnés pour cette densification non maîtrisée hors centre village. La carte des divisions est projetée aux membres du conseil. La solution de « contrôle » n'est pas viable.

Mme PORTE : précise que pour citer l'exemple du quartier « Penelle », 22 constructions supplémentaires sont aujourd'hui présentes ou en cours de construction par rapport aux prévisions de 2011. Un renforcement de réseau d'eau potable a été nécessaire, la départementale n'est pas dimensionnée, les habitants se plaignent.

Mr.BRON : précise que nous sommes effectivement confrontés à des difficultés importantes car certains réseaux sont saturés.

Mr.ROLLAND : aurait aimé être tenu au courant au préalable de ce projet de PADD, et regrette avoir été en possession du projet du PADD 3 jours avant le conseil.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
COMMUNE DE SAINTE-FOY-DE-PEYROLIERES  
Département de la Haute-Garonne - Arrondissement de Muret

ID : 031-213104813-20191128-DELIB\_40\_2019-DE

Acte n° 40/2019

**Mr. VIVES :** Les commissions se sont déroulées sur 6 mois, il y a eu 5 commissions, et M. Martres, un de vos membres y a été invité systématiquement, ces commissions ont duré chacune 4 à 5 heures, elles servent à bien préparer le processus. Il y a eu beaucoup de travail de réflexion en amont depuis des mois, mais on note un manque d'implication de certains élus qui peuvent se tenir informés. Cette remarque n'est pas recevable, un conseil se prépare en amont.

**Mr ROLLAND :** lors du dernier PLU, des surfaces constructibles ont été ouvertes dans les hameaux, la loi ALUR a permis une trop forte consommation des terrains, la solution est-elle à présent de « tout fermer »?

**Mr. VIVES:** refuse cette caricature et juge le terme inapproprié, il s'agit d'une maîtrise de développement du village, prenant en jeu les capacités des réseaux que la commune ne peut pas financer partout. La priorité actuelle étant de financer les réseaux à proximité du centre bourg, comme par exemple le renforcement des conduites d'eau potable sur le secteur Notre Dame du Lait.

**Mme BANACHE et Mme MOUSQUET:** demandent pourquoi nous n'indiquerions pas des surfaces minimales afin de limiter la construction dans les hameaux.

**Mme PORTE :** la loi ALUR a supprimé la notion de surfaces minimales. Nous avons introduit les limites séparatives afin de se prémunir des problèmes de voisinage liés à la proximité et à l'assainissement individuel, mais c'est insuffisant.

**Mr. MARTRES :** pourquoi le secteur de Penelle n'est-il toujours pas raccordé à la station d'épuration?

**M. VIVES :** l'extension doit être étudiée, actuellement son coût d'investissement n'est pas rentabilisé, car il manque 70 habitations pour arriver à l'équilibre. Oui, les investissements de renforcement de réseau doivent bien être mis sur le centre village, ce qui correspond bien à la dynamique du développement du village. Ce qui inclut également les commerces et les écoles.

**Mr. MARTRES:** si nous ne densifions pas, l'école ne sera pas occupée

**Mr. VIVES :** Ce point montre bien que nous devons densifier le centre bourg

**Mr. ROLLAND :** quel est le projet de diversification de logements? Qu'en est-il du projet des Chalets abandonné?

**Mme PORTE :** il est prévu une mixité sociale sur la première zone qui sera ouverte versant sud du village, avec 5 à 10 logements sociaux. Pas d'obligation indiquée sur le Programme Local de l'Habitat. Mais il y a un besoin au sein de nos administrés, reste à trouver un bailleur social.

**Mr. VIVES :** Les Chalets ont abandonné le projet sur la commune suite à la loi de finances qui a mis à mal les bailleurs sociaux. D'autre par, ce terrain, fortement remblayé sur la partie basse de manière non conforme, n'est malheureusement plus apte à recevoir des constructions. Un projet privé de 8 logements sur la partie haute est en cours. Nous devons étudier la sortie de cette partie de terrain de la zone constructible. Ce qui montre bien que nous devons nous adapter.

Le PADD fixe les grandes lignes, rien n'est figé dans le détail, le projet global sera étudié plus précisément lors de la traduction réglementaire.

### **.Axe 3 : DEFINIR UN DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE REpondant A DES BESOINS A PLUSIEURS ECHELLES**

Mr MARTRES : quel est le projet de développement des établissements LACROIX?

Mr. VIVES : Un projet similaire au précédent en 2010 a été présenté.

Mr. MARTRES : que signifie « favoriser une mixité »?

Mr. VIVES : Il faut pérenniser la mixité dans les services offerts sur la commune. Zone d'activité, commerces...

Envoyé en préfecture le 16/12/2019

Reçu en préfecture le 16/12/2019

Affiché le

Berger  
Levrault

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
COMMUNE DE SAINTE-FOY-DE-PEYROLIERES

Département de la Haute-Garonne - Arrondissement de Muret

ID : 031-213104813-20191128-DELIB\_40\_2019-DE

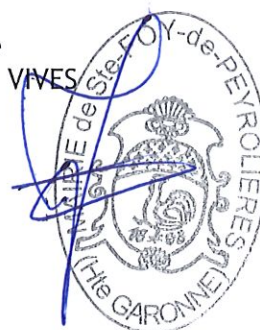
Acte n° 40/2019

Le conseil Municipal, après en avoir délibéré,  
Prend acte de la tenue du débat sur le PADD conformément à l'article L153-12 du code de  
l'urbanisme.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que-dessus.

Au registre sont les signatures,  
Pour extrait conforme,

Le Maire  
François VIVES







**MAIRIE DE SAINTE-FOY-DE-PEYROLIÈRES**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Département de la Haute-Garonne

## **PROCES-VERBAL**

### **Séance du Conseil Municipal**

### **du 21 septembre 2021**

Date de la convocation : 15 septembre 2021

Date d'affichage : 15 septembre 2021

#### **Présents :**

François VIVES - Véronique PORTE - Pascal DELCOUDERC - Dominique GUYS - Michel BRON - Isabelle BANACHE - Corinne BRIQUET - Carole CALL - Sylvie DUPIN - Jacques ESTIBALS - Patrice LONG - Aline MARTRES - Frédéric NOUIS - Carole PELLETIER - Gérard ROLLAND - Isabelle ROQUEBERT - Alain VIGNAUX - Marie-Noëlle VISE

**Pouvoirs :** Antoine KAUFFEISEN à François VIVES

**Secrétaire de séance :** Véronique PORTE

Le quorum étant atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance à 20 h 38 après l'arrivée des 4 membres de l'opposition.

Il souhaite la bienvenue à Carole Pelletier nouvelle conseillère municipale déléguée au commerce et l'invite à se présenter.

Mme Pelletier se présente aux membres du conseil.

Monsieur le Maire rappelle que les règles en vigueur pour la tenue des conseils municipaux en période de crise sanitaire sont maintenues jusqu'au 30 septembre 2021.

#### **APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 22 JUIN 2021**

Le procès-verbal de la séance du 22 juin 2021 est approuvé à l'unanimité

#### **COMPTE-RENDU DES DECISIONS PRISES DEPUIS LE 22 JUIN 2021**

Conformément à l'article L 2122-22 et L 2133-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte à l'assemblée des décisions prises.

#### **DECISION N° D. 2021-10 du 24 juin 2021 : Convention de mise à disposition de locaux entre la commune de Sainte-Foy-de-Peyrolières et l'association « ACCA Sainte-Foy »**

Une convention d'occupation gratuite du local associatif pluriactivités situé lieu-dit « La Tuilerie », Route de Saint-Thomas est conclue avec l'association « ACCA Sainte-Foy », domiciliée en Mairie, 2 avenue du 8 mai 1945 à Sainte-Foy-de-Peyrolières (31470), représentée par Monsieur William LARRIEU, pour l'exercice des activités mentionnées en objet dans ses statuts.

L'occupation des locaux est consentie à titre exclusif et permanent.

La convention est fixée pour une durée initiale de 3 ans à compter du 1er juillet 2021. Elle pourra être renouvelée tacitement pour la même durée dans la limite de deux renouvellements successifs. A l'issue

des deux renouvellements tacites et dès lors que l'association aura conservé son siège social sur la commune, la convention devra être renouvelée sur décision expresse de la commune. Cette nouvelle convention pourra elle-même faire l'objet de deux renouvellements tacites.

*Monsieur le Maire souligne le travail des membres de la chasse qui ont beaucoup contribué aux travaux.*

*Monsieur Gérard ROLLAND s'interroge sur la notion de permanent limité à 3 ans.*

*Monsieur le Maire répond que la convention est exclusive car c'est un local pour les associations (chasse et vélo) et qu'elle est permanente car tant que l'association chasse existera, il y aura une reconduction de la mise à disposition.*

#### **DECISION N° D. 2021-11 du 13 juillet 2021 : Délégation du droit de préemption urbain à l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie**

Monsieur le Maire délègue au nom de la commune de Sainte-Foy-de-Peyrolières l'exercice du droit de préemption urbain à l'établissement public foncier d'Occitanie dans le cadre de l'aliénation portant sur la parcelle cadastrée section B n° 1229 située 1 rue Saint Jude, d'une contenance de 3 596 m<sup>2</sup> ;

L'établissement public foncier d'Occitanie exercera le droit de préemption urbain dans les conditions fixées par la convention signée le 29 juin 2021 et dans le respect des dispositions du code de l'urbanisme et autres textes en vigueur.

#### **DECISION N° D. 2021-12 du 10 septembre 2021 : Assurances pour la construction d'un complexe scolaire élémentaire - Lot 1 : Assurances Tous risques chantier**

Un accord cadre est conclu avec la société AXA, Agence générale représentée par Mr Thibault JANIN, domiciliée 53 ter route de Lavaré à MONTRABE (31850), pour l'assurance de la construction du complexe scolaire – Lot 1 : Assurances Tous Risques Chantier.

L'accord cadre est conclu pour un montant forfaitaire unitaire de 12 438,03 € TTC.

#### **DECISION N° D. 2021-13 du 10 septembre 2021 : Assurances pour la construction d'un complexe scolaire élémentaire - Lot 2 : Assurances Dommages-Ouvrages et responsabilité civile**

Un accord cadre est conclu avec la société AXA, Agence générale représentée par Mr Thibault JANIN, domiciliée 53 ter route de Lavaré à MONTRABE (31850), pour l'assurance de la construction du complexe scolaire – Lot 2 : Assurances Dommages-Ouvrages et responsabilité civile.

L'accord cadre est conclu pour un montant forfaitaire unitaire de 26 827,53 € HT.

*Monsieur Gérard ROLLAND demande si les assurances prises dans le cadre de ces deux dernières décisions sont à la charge de la commune une seule fois ou si elles devront être renouvelées chaque année.*

*Monsieur le Maire répond que les assurances couvrent toute la durée du chantier.*

*Monsieur le Maire rappelle que, pour des raisons d'efficacité, il serait souhaitable de bien prendre connaissance des documents envoyés et de poser les questions en amont.*

*Monsieur Patrice LONG répond que les élus ont l'ordre du jour 5 jours avant et qu'ils n'ont pas le temps de se réunir et de préparer les questions. Il faudrait leur communiquer bien avant.*

*Monsieur Gérard ROLLAND abonde dans son sens : « L'ODJ 5 jours avant c'est trop juste »*

*Monsieur le Maire rappelle que c'est la règle des convocations du conseil municipal. Il est à souligner par ailleurs que l'ensemble des élus de l'opposition est arrivé en retard à cette séance.*

*Monsieur le Maire donne lecture de l'ordre du jour*

## ORDRE DU JOUR

### COMMANDE PUBLIQUE

#### **1. APPROBATION DE L'AVENANT N°1 AU MARCHE DE CONSTRUCTION DU NOUVEAU BATIMENT DES SERVICES TECHNIQUES : LOT 1 VRD**

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée la délibération N°03-2021 du 16 février 2021 portant attribution du lot 1 – VRD du marché de construction du nouveau bâtiment des services techniques à l'entreprise Jean LEFEBVRE MIDI PYRENEES, domiciliée ZI de Vic - 1 rue de la Production à CASTANET TOLOSAN (31321), pour un montant HT de 118 529,91 €.

Lors des travaux d'excavation, il a été constaté la présence de terres argileuses vertes, potentiellement souillées et inadaptées structurellement à la portance du bâtiment et de la voirie. Ces données ont été confirmées par une étude géotechnique qui a préconisé un creusement du sol plus important afin d'atteindre les couches dures du terrain et la pose d'une couche supplémentaire de remblai.

La commune a donc demandé à l'entreprise Jean LEFEBVRE Midi-Pyrénées d'établir un devis pour ces travaux supplémentaires imprévus et imprévisibles.

Le devis proposé par l'entreprise pour l'ensemble de ces prestations est de 7 968,72 € H.T., soit une plus-value de 6,72 % du montant initial du marché.

Le montant de l'acte d'engagement après approbation pourrait donc être porté de 118 529,91 euros H.T. à **126 498,63 euros H.T.**

Monsieur le Maire demande à l'assemblée d'approuver le montant de ces nouvelles prestations et de l'autoriser à signer tous les documents s'y rapportant.

Où l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, le conseil Municipal **DECIDE** :

- **D'AUTORISER** le creusement du sol jusqu'aux couches les plus dures pour permettre la réalisation de fondations adaptées à la portance du nouveau bâtiment des services techniques et de la voirie.
- **D'ACCEPTER** l'avenant de plus-value d'un montant total de 7 968,72 H.T. proposé par l'entreprise Jean LEFEBVRE MIDI PYRENEES, domiciliée ZI de Vic - 1 rue de la Production à CASTANET TOLOSAN (31321), titulaire du lot 1 – VRD du marché de construction du nouveau bâtiment des services techniques.
- **D'ACCEPTER** de porter le montant fixé à l'acte d'engagement de de 118 529,91 euros H.T. à **126 498,63 euros H.T.**
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

*Monsieur Patrice LONG demande si il y a eu une étude de sol ?*

*Monsieur le Maire répond qu'elle a été réalisée mais une couche d'une telle ampleur n'a pas été détectée.*

*Pour : 19*

*Contre : 0*

*Abstention : 0*

## **2. APPROBATION DE L'AVENANT N°2 AU MARCHE DE CONSTRUCTION DU NOUVEAU BATIMENT DES SERVICES TECHNIQUES : LOT 3 CHARPENTE-MURS-OSSATURE BOIS – ISOLATION – COUVERTURE**

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée la délibération N°03-2021 du 16 février 2021 portant attribution du lot 3 – CHARPENTE - MUR OSSATURE BOIS – ISOLATION du marché de construction du nouveau bâtiment des services techniques à l'entreprise TEGULA domiciliée ZA Broucassa à POUCHARRAMET (31370), pour un montant HT de 133 733,96 €.

Lors des différentes réunions de chantier il a été évoqué l'évolutivité future du bâtiment et notamment la perspective de fermeture des stationnements « ouverts » en vue de la création de nouveaux espaces de travail. Cette hypothèse tenant compte des matériaux initialement retenus pour la couverture en bac acier sandwich pour les stationnements couverts et ouverts a permis de retenir une solution alternative en caissons isolés et bacs acier secs ventilés.

La commune a donc demandé à l'entreprise TEGULA d'établir un devis pour ces travaux supplémentaires.

Le devis proposé par l'entreprise pour l'ensemble de ces prestations est de **367,70 € H.T.**, soit une plus-value de 0,27 % du montant initial HT du marché.

Le montant de l'acte d'engagement après approbation pourrait donc être porté de 133 733,96 euros H.T. à **134 101,66 euros H.T.**

Monsieur le Maire demande à l'assemblée d'approuver le montant de ces nouvelles prestations et de l'autoriser à signer tous les documents s'y rapportant.

Où l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, le conseil Municipal **DECIDE** :

- **D'AUTORISER** la modification des matériaux initialement retenus et de remplacer la couverture en bac acier sandwich des stationnements couverts et ouverts par des caissons isolés et bacs acier secs ventilés.
- **D'ACCEPTER** l'avenant de plus-value d'un montant total de 367,70 H.T. proposé par l'entreprise TEGULA domiciliée ZA Broucassa à POUCHARRAMET (31370), titulaire du lot 3 – CHARPENTE - MUR OSSATURE BOIS – ISOLATION du marché de construction du nouveau bâtiment des services techniques.
- **D'ACCEPTER** de porter le montant fixé à l'acte d'engagement de 133 733,96 euros H.T. à **134 101,66 euros H.T.**
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

*Madame Dominique GUYS explique que cette modification permettra à terme la fermeture des stationnements ouverts.*

*Pour : 19*

*Contre : 0*

*Abstention : 0*

## **3. APPROBATION DE L'AVENANT N°1 AU MARCHE DE CONSTRUCTION DU COMPLEXE SCOLAIRE ELEMENTAIRE – LOT 1 VRD – TERRASSEMENTS**

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée la délibération N°19-2021 du 13 avril 2021 portant attribution du lot 1 – TERRASSEMENTS du marché de construction du nouveau complexe scolaire élémentaire à l'entreprise CARO TP, domiciliée 8 Zone Artisanale Ribaute à QUINT FONSEGRIVES (31130), pour un montant HT de 453 650,37 €.

Dans le cadre des aménagements de l'accès à la zone chantier depuis le chemin du Couloumé et des diverses modifications demandées lors des réunions de chantier (changement de la position du bassin d'orage et de la nature des revêtements de sols au droit des trottoirs et du parvis d'entrée), il a été demandé à l'entreprise CARO TP d'établir un devis pour ces travaux supplémentaires et ces ajustements.

Le devis proposé par l'entreprise pour l'ensemble de ces prestations est de **4 916,84 € H.T.**, soit une plus-value de 1,08 % du montant initial du marché.

Le montant de l'acte d'engagement après approbation pourrait donc être porté de 453 650,37 euros H.T. à **458 567,21 euros H.T.**

Monsieur le Maire demande à l'assemblée d'approuver le montant de ces nouvelles prestations et de l'autoriser à signer tous les documents s'y rapportant.

Où l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, le conseil Municipal **DECIDE** :

- **D'AUTORISER** les travaux d'aménagement de l'accès à la zone chantier depuis le chemin du Couloumé et les diverses modifications demandées lors des réunions de chantier (changement de la position du bassin d'orage et de la nature des revêtements de sols au droit des trottoirs et du parvis d'entrée),
- **D'ACCEPTER** l'avenant de plus-value d'un montant total de 4 916,84 H.T. proposé par l'entreprise CARO TP, domiciliée 8 Zone Artisanale Ribaute à QUINT FONSEGRIVES (31130), titulaire du lot 1 – TERRASSEMENTS du marché de construction du nouveau complexe scolaire élémentaire,
- **D'ACCEPTER** de porter le montant fixé à l'acte d'engagement de 453 650,37 euros H.T. à **458 567,21 euros H.T.**
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

*Monsieur le Maire indique que l'ouverture du chemin a été faite pour limiter les perturbations vis-à-vis de l'école et des riverains.*

*Monsieur Gérard ROLLAND demande si les travaux sont déjà réalisés ?*

*Monsieur le Maire indique que pour des raisons de sécurité il convenait de les réaliser au plus vite.*

*Monsieur Gérard ROLLAND répond que dans ce cas il n'a aucune raison de se prononcer et qu'il s'abstient.*

*Pour : 18*

*Contre : 0*

*Abstention : 1 (Gérard ROLLAND)*

#### **4. CONSTRUCTION DU COMPLEXE SCOLAIRE ELEMENTAIRE : DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE – LOT 1 VRD – TERRASSEMENTS**

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée la délibération N°19-2021 du 13 avril 2021 portant attribution du lot 1 – TERRASSEMENTS du marché de construction du nouveau complexe scolaire élémentaire à l'entreprise CARO TP, domiciliée 8 Zone Artisanale Ribaute à QUINT FONSEGRIVES (31130), pour un montant HT de 453 650,37 €

Par demande écrite reçue en mairie le 29 juin 2021, l'entreprise CARO TP fait part à la commune de son intention de sous-traiter une partie des travaux de terrassement à la SARL VAISSE TP, domiciliée 41 chemin de la Garriguette à GAILLAC (81600), pour un montant maximum HT/TTC de **87 916,96 euros** (autoliquidation de TVA) avec paiement direct au sous-traitant.

Considérant que cette déclaration de sous-traitance ne modifie ni l'économie générale du marché, ni le montant HT du lot susvisé et que l'entreprise CARO TP reste seule responsable de l'ensemble des prestations exécutées au titre du marché par elle-même et par ses sous-traitants, Monsieur le Maire demande aux membres du Conseil Municipal de se prononcer sur cette déclaration.

Où l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, le conseil Municipal **DECIDE** :

- **D'ACCEPTER** la déclaration de sous-traitance de l'entreprise CARO TP pour la réalisation d'une partie des travaux de terrassement à la SARL VAISSE TP, domiciliée 41 chemin de la Garriguette à GAILLAC (81600), pour un montant maximum HT/TTC de **87 916,96 euros** (autoliquidation de TVA) avec paiement direct au sous-traitant ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

*Pour : 19*

*Contre : 0*

*Abstention : 0*

## **5. CONSTRUCTION DU COMPLEXE SCOLAIRE ELEMENTAIRE : DECLARATION DE SOUS-TRAITANCES – LOT 2 GROS-ŒUVRE – FONDATIONS**

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée la délibération N°19-2021 du 13 avril 2021 portant attribution du lot 2 – GROS-ŒUVRE – FONDATIONS du marché de construction du nouveau complexe scolaire élémentaire à l'entreprise BOURDARIOS, domiciliée 60 Boulevard de Thibaud à TOULOUSE (31083), pour un montant HT de 1 829 748,35 €

Par demandes écrites successives reçues en mairie le 5 juillet 2021 et le 6 août 2021 l'entreprise BOURDARIOS fait part à la commune de son intention de sous-traiter les travaux de réalisation des pieux et des micro-pieux à la SARL S.N.E. CUENDET, domiciliée lieu-dit « L'indépendance » à FAUILLET (81600), pour un montant maximum HT/TTC de **82 000 euros** (autoliquidation de TVA) avec paiement direct au sous-traitant et les travaux de ferrailage de la dalle portée à la SARL ARMAQUITAINE, domiciliée 743 route de Faguette à SAINTE COLOMBE EN BRUILHOIS (47310), pour un montant maximum HT/TTC de **15 000 euros** (autoliquidation de TVA) avec paiement direct au sous-traitant.

Considérant que ces déclarations de sous-traitance ne modifient ni l'économie générale du marché, ni le montant HT du lot susvisé et que l'entreprise CARO TP reste seule responsable de l'ensemble des prestations exécutées au titre du marché par elle-même et par ses sous-traitants, Monsieur le Maire demande aux membres du Conseil Municipal de se prononcer sur ces déclarations.

Où l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, le conseil Municipal **DECIDE** :

- **D'ACCEPTER** la déclaration de sous-traitance de l'entreprise BOURDARIOS pour la réalisation des pieux et des micro-pieux à la SARL S.N.E. CUENDET, domiciliée lieu-dit « L'indépendance » à FAUILLET (81600), pour un montant maximum HT/TTC de **82 000 euros** (autoliquidation de TVA) avec paiement direct au sous-traitant ;
- **D'ACCEPTER** la déclaration de sous-traitance de l'entreprise BOURDARIOS pour la réalisation des travaux de ferrailage de la dalle portée à la SARL ARMAQUITAINE, domiciliée 743 route de Faguette à SAINTE COLOMBE EN BRUILHOIS (47310), pour un montant maximum HT/TTC de **15 000 euros** (autoliquidation de TVA) avec paiement direct au sous-traitant ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces relatives à ces dossiers.

*Monsieur Michel BRON indique que les pieux étaient initialement prévus à 9 mètres mais que le bureau de contrôle a préconisé des pieux de 11 mètres. Cela ne modifie ni l'économie générale du marché ni les montants.*

*Monsieur Gérard ROLLAND demande pourquoi ces délibérations sont prises alors qu'il lui semblait qu'on pouvait les prendre par décisions.*

*Monsieur le Directeur des services précise que des décisions ont été prises pour le recours à l'architecte qui n'a pas été validé par le Conseil Municipal au regard des montants du marché. Les procédures sont liées aux montants de la commande publique.*

*Pour : 19*

*Contre : 0*

*Abstention : 0*

## **6. CONTRAT GROUPE D'ASSURANCE STATUTAIRE : PARTICIPATION A LA MISE EN CONCURRENCE ORGANISEE PAR LE CENTRE DE GESTION DE LA HAUTE-GARONNE**

Monsieur le Maire rappelle aux membres de l'Assemblée que, depuis 1992, le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Haute-Garonne (CDG31) a mis en place un service facultatif d'assurance des risques statutaires du personnel comme le lui permet l'article 26 de la Loi n°84-53 du 26 Janvier 1984. Dans ce cadre, les collectivités et établissements publics du département qui le demandent peuvent bénéficier de l'accès à des couvertures par assurance des risques statutaires obtenues dans le cadre d'un contrat groupe souscrit par le CDG31, à des conditions recherchées comme attractives (taux et franchises) compte tenu de la mutualisation. La souscription par le CDG31 s'effectue dans le cadre d'une procédure conforme à la réglementation en matière de passation des marchés publics.

L'actuel contrat groupe d'assurance statutaire dont le titulaire est le groupement GRAS SAVOYE/AXA France VIE a été résilié au 31 décembre 2021 par ce dernier par anticipation. Le contrat avait vocation initialement à durer jusqu'au 31 décembre 2022.

Pour le maintien du service, le CDG31 doit donc engager une mise en concurrence pour l'obtention d'un nouveau contrat groupe à effet au 1<sup>er</sup> Janvier 2022.

Ce contrat-groupe a vocation à :

- être géré en capitalisation ;
- permettre d'une part, la couverture des risques afférents aux agents titulaires et stagiaires dont le temps de travail est supérieur ou égal à 28 heures hebdomadaires (régime de cotisation à la CNRACL) :
  - congé de maladie ordinaire
  - congé de longue maladie et congé de longue durée
  - temps partiel thérapeutique et invalidité temporaire ou définitive
  - congé suite à un accident de service ou maladie professionnelle
  - congé de maternité, de paternité ou d'adoption
  - versement du capital décès
- permettre d'autre part, la couverture des risques afférents aux agents titulaires et stagiaires dont le temps de travail est inférieur à 28 heures hebdomadaires et des risques afférents aux agents non titulaires (régime de cotisation à l'IRCANTEC) :
  - congé de maladie ordinaire
  - congé de grave maladie
  - congé suite à un accident de service ou maladie professionnelle
  - congé de maternité, de paternité ou d'adoption

Le CDG31 propose donc aux collectivités et établissements publics de les associer dans le cadre de cette procédure de mise en concurrence.

Ceux-ci doivent délibérer pour demander à être associés à la consultation conformément aux dispositions du décret 86-552.

La participation à la consultation n'engage pas la collectivité ou l'établissement public demandeur à adhérer au contrat. Au terme de la consultation et en fonction des résultats obtenus (taux, garanties et services obtenus), la structure concernée reste libre de confirmer ou pas son adhésion pour la couverture des risques en lien avec ses agents CNRACL, en lien avec ses agents IRCANTEC ou pour les deux réunis.

Dans l'hypothèse d'une adhésion in fine, la collectivité sera alors dispensée de réaliser une mise en concurrence pour ce service et pourra bénéficier de la mutualisation des résultats, des services de gestion du contrat et de l'expérience acquise par le CDG 31 depuis 1992, notamment dans le cadre des phases de traitement des sinistres.

Pour information, les dépenses supportées par le CDG31 pour la réalisation de cette mission supplémentaire à caractère facultatif sont couvertes par une contribution des structures qui adhèrent in fine au contrat groupe d'assurance statutaire à hauteur d'un pourcentage de 5% appliqué à la prime d'assurance acquittée par la structure, avec un minimum de perception de 25€ par risque couvert (IRCANTEC/CNRACL).

Où l'exposé de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal **DECIDE** :

- **DE DEMANDER** au CDG31 de réaliser une mise en concurrence visant à la mise en place d'un contrat groupe d'assurance statutaire à effet au 1<sup>er</sup> janvier 2022 ;
- **DE DEMANDER** au CDG31 d'être pris en compte parmi les potentiels futurs adhérents au contrat groupe dans le cadre du dossier de consultation ;
- **DE PRECISER** qu'une fois la procédure de mise en concurrence achevée, le CDG31 informera les collectivités et établissements publics du département de la Haute-Garonne des conditions de couverture obtenues (garanties et tarifs) ;
- **DE RAPPELER** que l'adhésion in fine aux couvertures proposées reste libre à l'issue de la mise en concurrence.

*Monsieur le Maire précise que le centre de gestion veut renégocier le contrat qui allait jusqu'en 2022. Cette délibération trace juste le fait que nous souhaitons être consultés pour cette négociation du contrat groupe.*

*Monsieur Gérard ROLLAND demande si au moment d'adhérer, la commune sera à nouveau amenée à délibérer ou pas ?*

*Monsieur le Maire répond que la commune sera destinataire d'une proposition qu'un débat aura lieu au sujet du pourcentage de la couverture.*

*Pour : 19*

*Contre : 0*

*Abstention : 0*

## **7. DELIBERATION DE PRINCIPE PORTANT APPROBATION DE MISE EN ŒUVRE D'UNE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION DES MARCHES, DES FETES ET DES FOIRES**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que la commune dispose d'un marché hebdomadaire de plein vent et d'une fête locale qui nécessitent un suivi administratif et financier particulier.



En effet, ces deux animations requièrent, entre autres, la perception de redevances d'occupation du domaine public selon des tarifs fixés par la commune.

Celle-ci ne disposant pas d'un régisseur placier au sein de ses effectifs, Monsieur le Maire propose de déléguer, en l'encadrant, la gestion de ces événements à une tierce partie, entreprise ou association, qui pourrait en outre, développer d'autres animations ou participer à des animations préexistantes.

Afin de limiter les éventuels abus et sauvegarder les spécificités locales de ces événements, Monsieur le Maire propose que les clauses techniques particulières du dossier de consultation puissent, à minima, prévoir certaines mentions telles que :

- Le maintien du marché hebdomadaire dans sa configuration et dans son périmètre actuel en développant la présence des commerces alimentaires absents et en limitant la présence des commerces non-alimentaires inadaptés aux besoins de la population ou à la taille de la commune,
- Le maintien de la fête locale dans sa configuration et dans son périmètre actuel en développant la présence des petits métiers non concurrentiels et en limitant l'implantation des attractions inadaptées à la taille de la commune,
- Le respect des tarifs municipaux relatifs au droit d'occupation du domaine public,
- La participation à des animations préexistantes,
- Le développement de nouvelles animations, foires, foires-expositions, marchés traditionnels et marchés de Noël adaptés à la taille de la commune et conformes à son histoire locale et à sa philosophie.

Monsieur le Maire indique que cette délégation de service public pourrait être conclue pour une durée initiale de 3 ans renouvelable tacitement une fois pour la même durée et que le titulaire de cette concession aurait toute latitude pour développer son activité dès lors que les prescriptions minimales non exhaustives figurant ci-dessus sont respectées.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal d'approuver le principe de délégation de service public pour la gestion du marché de plein vent, de la fête locale et des diverses animations à venir ou préexistantes dans les conditions énoncées brièvement ci-dessus.

Où l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** le principe de mise en œuvre d'une délégation de service public pour la gestion du marché de plein vent, de la fête locale et des diverses animations à venir ou préexistantes dans les conditions présentées ci-dessus ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches relatives à la constitution du dossier d'appel à candidatures et à sa publicité ;
- **DE DONNER** tout pouvoir à Monsieur le Maire ou son représentant pour signer les documents relatifs à ce dossier.

*Monsieur le Maire indique que la commune n'a pas les moyens d'encaisser de l'argent en l'absence d'un régisseur. Le volume est faible, les montants sont faibles. Il serait souhaitable de prévoir un organisme qui gèrera cet intermédiaire. Il ajoute qu'une association serait un choix plus judicieux.*

*Monsieur Gérard ROLLAND demande si cette association encaissera pour la mairie ?*

*Monsieur le Maire répond que jusqu'à présent la commune passait par une association ou le CCAS. Tout ce qui est lié aux activités festives serait géré par cette association. Les produits seraient ensuite réinjectés sur la trésorerie de la commune. Le Trésor public fait fermer les petites régies de recettes.*

*Monsieur Jacques ESTIBALS demande quel est l'ordre de grandeur des sommes à recouvrer ?*

*Madame Dominique GUYS répond qu'il y a environ 600 €/an*

*Monsieur le Directeur des services indique que la commune, pour pouvoir faire entrer de l'argent puis régler certaines dépenses festives devrait faire une régie d'avance et une régie de recettes. Faire venir un agent municipal pour encaisser est très onéreux pour si peu de flux. Les statuts de l'association devront permettre ces activités.*

*Monsieur Gérard ROLLAND demande quel sera le contrôle de la commune ?*

*Monsieur le Maire répond que, tout comme elle le fait avec les autres associations, les comptes seront étudiés. Les sommes sont très petites. L'occupation du domaine public est également très réglementée.*

*Madame Marie-Noëlle VISE demande si les associations fonctionneront avec des bénévoles ?*

*Monsieur le Maire répond que oui. Sinon ça n'aurait pas d'intérêt.*

*Pour : 19*

*Contre : 0*

*Abstention : 0*

## **ENSEIGNEMENT**

### **8. PARTICIPATION DES COMMUNES AUX FRAIS DE SCOLARITE DES ENFANTS INSCRITS DANS LES ECOLES DE SAINTE-FOY-DE-PEYROLIERES**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que la loi du 22 juillet 1983 pose le principe selon lequel, lorsque les écoles élémentaires et maternelles publiques reçoivent les élèves domiciliés dans plusieurs communes, les dépenses d'entretien et de fonctionnement relatives à ces élèves sont partagées entre ces communes.

Lorsqu'une commune peut scolariser tous les enfants résidents sur son territoire, elle n'est pas tenue de participer aux charges liées à l'accueil des enfants dans les écoles situées en dehors de celui-ci sauf accord préalable du Maire de la commune de résidence et sauf exception prévue par les textes.

Par délibération N°45-2018 du 27 novembre 2018, le Conseil Municipal avait fixé la participation des communes à 770 euros.

Monsieur le Maire propose de maintenir le montant préalablement fixé et de recouvrer, auprès des communes concernées, les participations aux frais de scolarités pour l'année scolaire 2020-2021.

Où l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal **DECIDE** :

- **DE MAINTENIR**, pour l'année scolaire 2020-2021, la participation des communes des élèves accueillis dans les écoles de Sainte-Foy-de-Peyrolières à 770 € par élève et par an ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à recouvrer le montant de ces participations auprès des communes concernées ;
- **DE DONNER** tout pouvoir à Monsieur le Maire ou son représentant pour signer les conventions à intervenir.

*Monsieur le Maire rappelle que 80% des enfants viennent de Sainte Foy et 20% des communes extérieures.*

Pour : 19

Contre : 0

Abstention : 0

## **INSTITUTIONS ET VIE POLITIQUE**

### **9. DEMISSION D'UN CONSEILLER MUNICIPAL : RENOUELEMENT DES REPRESENTANTS AUPRES DU SYNDICAT D'ENERGIE DE LA HAUTE-GARONNE - COMMISSION TERRITORIALE DE LA REGION OUEST DE TOULOUSE**

Monsieur le maire rappelle à l'assemblée que, par délibération 10-2020 en date du 25 mai 2020, il avait été procédé à l'élection des représentants de la commune auprès du Syndicat Départemental d'Energie de la Haute-Garonne.

Madame Isabelle ROQUEBERT et Monsieur Franck FELDMANN avaient été élus à la majorité absolue.

Monsieur Franck FELDMANN ayant démissionné de ses fonctions de conseiller municipal le 1<sup>er</sup> juillet dernier et Madame Isabelle ROQUEBERT ayant fait part de sa volonté de ne plus exercer cette délégation, il convient aujourd'hui de procéder à une nouvelle élection en vue de désigner les nouveaux représentants de la commune auprès du syndicat.

Monsieur le Maire rappelle que le Syndicat Départemental d'Energie de la Haute-Garonne est un syndicat mixte composé de 585 communes et de Toulouse Métropole. Le SDEHG est administré par un comité syndical dont les membres sont issus de Toulouse Métropole et de 52 commissions territoriales réparties géographiquement sur le département.

Les communes membres sont représentées au sein du SDEHG par le biais des 52 commissions territoriales ayant pour vocation une fonction de relais local.

La commune de Sainte-Foy-de-Peyrolières relève de la commission territoriale de la Région Ouest de Toulouse.

Le conseil municipal est invité à procéder à l'élection des 2 délégués de la commune à ladite commission territoriale.

Monsieur le Maire lance un appel à candidatures auprès des membres du Conseil.

Les candidatures suivantes sont enregistrées :

- Madame Véronique PORTE
- Monsieur Jacques ESTIBALS

Indiquer les nom et prénom des candidats	Nombre de suffrages obtenus
Véronique PORTE	15
Jacques ESTIBALS	15

**Les 2 délégués élus à la commission territoriale de la Région Ouest de Toulouse sont :**

- Madame Véronique PORTE
- Monsieur Jacques ESTIBALS

Pour : 15

Contre : 0

Abstention : 4 (Patrice LONG – Aline MARTRES – Gérard ROLLAND – Marie-Noëlle VISE)

# **10. DEMISSION D'UN CONSEILLER MUNICIPAL : RENOUVELLEMENT DES REPRESENTANTS AUPRES DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DES COTEAUX DU TOUCH**

Monsieur le maire rappelle à l'assemblée que, par délibération 11-2020 en date du 25 mai 2020, il avait été procédé à l'élection des représentants de la commune auprès du Syndicat Intercommunal des Eaux des Côteaux du Touch.

Monsieur Franck FELDMANN avait été élu à la majorité absolue en tant que délégué titulaire.

Madame Véronique PORTE avait été élue en tant que déléguée suppléante.

Monsieur Franck FELDMANN ayant démissionné de ses fonctions de conseiller municipal le 1<sup>er</sup> juillet dernier, il convient aujourd'hui de procéder à une nouvelle élection en vue de désigner les nouveaux représentants de la commune auprès du syndicat.

Il invite le conseil municipal à élire un nouveau délégué titulaire et un nouveau délégué suppléant.

Monsieur le maire rappelle que le Syndicat Intercommunal des Eaux des Côteaux du Touch est un syndicat mixte composé de 54 communes du sud-ouest toulousain pour la part gestion de l'eau et de 41 communes pour la part assainissement non collectif.

La commune de Sainte-Foy-de-Peyrolières est adhérente du S.I.E.C.T au titre de la gestion de l'assainissement non collectif.

Le conseil municipal est invité à procéder à l'élection du nouveau délégué titulaire et du nouveau délégué suppléant.

Monsieur le Maire lance un appel à candidatures auprès des membres du Conseil.

Les candidatures suivantes sont enregistrées :

Délégué titulaire :

- Madame Véronique PORTE

Délégué suppléant :

- Madame Dominique GUYS

Nom et prénom des candidats à la fonction de délégué titulaire	Nombre de suffrages obtenus
Madame Véronique PORTE	15

Nom et prénom des candidats à la fonction de délégué suppléant	Nombre de suffrages obtenus
Madame Dominique GUYS	15

**Le délégué titulaire élu au Syndicat Intercommunal des Eaux des Côteaux du Touch est :**

- Madame Véronique PORTE

**Le délégué suppléant élu au Syndicat Intercommunal des Eaux des Côteaux du Touch est :**

- Madame Dominique GUYS

*Délégué titulaire :*

*Pour : 15*

*Contre : 0*

*Abstention : 4 (Patrice LONG – Aline MARTRES – Gérard ROLLAND – Marie-Noëlle VISE)*

*Délégué suppléant :*

*Pour : 15*

*Contre : 0*

*Abstention : 4 (Patrice LONG – Aline MARTRES – Gérard ROLLAND – Marie-Noëlle VISE)*

# **11. DEMISSION D'UN CONSEILLER MUNICIPAL : RENOUVELLEMENT DES REPRESENTANTS AUPRES DE RESEAU 31**

Monsieur le maire rappelle à l'assemblée que, par délibération 12-2020 en date du 25 mai 2020, il avait été procédé à l'élection des représentants de la commune auprès de la Commission Territoriale de l'Aussonnelle de RESEAU 31 (SYNDICAT MIXTE DES EAUX ET DE L'ASSAINISSEMENT).

Madame Véronique PORTE, Monsieur Alain VIGNAUX et Monsieur Franck FELDMANN avaient été élus à la majorité absolue en tant que délégués de la commune.

Monsieur Franck FELDMANN ayant démissionné de ses fonctions de conseiller municipal le 1<sup>er</sup> juillet dernier, il convient aujourd'hui de procéder à son remplacement.

Il invite donc le conseil municipal à élire un nouveau délégué.

Monsieur le maire rappelle que RESEAU 31 (ex Syndicat Mixte des Eaux et de l'Assainissement) est un syndicat mixte composé de 228 communes, 14 groupements de communes et du Conseil Départemental de la Haute-Garonne.

La commune de Sainte-Foy-de-Peyrolières lui a délégué la gestion de l'assainissement collectif et est représentée par 3 délégués.

RESEAU 31 est administré par un comité syndical.

Les communes membres sont représentées au sein de RESEAU 31 par le biais des 14 commissions territoriales ayant pour vocation une fonction de relais local qui se réunissent ensuite en collèges électoraux pour élire, parmi les délégués issus des communes, leurs représentants au comité syndical.

Le maire indique que la commune de Sainte-Foy-de-Peyrolières relève de la commission territoriale de l'Aussonnelle.

Le conseil municipal est invité à procéder à l'élection d'un nouveau délégué.

Monsieur le Maire lance un appel à candidatures auprès des membres du Conseil.

Les candidatures suivantes sont enregistrées :

- Madame Dominique GUYS

Nom et prénom des candidats à la fonction de délégué	Nombre de suffrages obtenus
Madame Dominique GUYS	15

**Le nouveau délégué élu au à la commission territoriale de l'Aussonnelle de RESEAU 31 en remplacement de Monsieur Franck FELDMANN est :**

- Madame Dominique GUYS

A compter de l'entrée en vigueur de cette délibération, les représentants de la commune auprès de la commission territoriale de l'Aussonnelle de RESEAU 31 sont :

- Madame Véronique PORTE,
- Madame Dominique GUYS,
- Monsieur Alain VIGNAUX.

*Pour : 15*

*Contre : 0*

*Abstention : 4 (Patrice LONG – Aline MARTRES – Gérard ROLLAND – Marie-Noëlle VISE)*

## POINTS COMPLEMENTAIRES

### 1. DEBAT DU PADD « PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE »

Monsieur le Maire et Madame l'Adjointe en charge de l'Urbanisme présentent les modifications intervenues dans la répartition des zones à urbaniser sur le centre bourg.

Cette nouvelle répartition entraine une modification de l'axe 2 du PADD débattu en novembre 2019.

Ce nouveau PADD est plus qualitatif, plus précis avec l'intégration d'une cartographie et affiche clairement la mobilisation du secteur de l'école élémentaire actuelle.

*Monsieur le Maire précise à l'assemblée que le PADD fixe les objectifs de développement de la commune avec environ 2 500 habitants à l'horizon 2030.*

*Monsieur Michel BRON indique que le projet de 10 logements sur le site école n'est pas forcément acté.*

*Madame Véronique PORTE rappelle que le PADD a été débattu il y a plus de 18 mois. Il est nécessaire de l'adapter aujourd'hui. Elle indique qu'une réunion publique a été organisée le 10 juin dernier et que le sujet a également été abordé lors de la commission d'urbanisme en juillet 2021. Elle précise que la zone « école » est d'une superficie d'environ 1 ha et est située en centre bourg sur lequel une réflexion d'urbanisation est en cours (Logements et espaces verts).*

*Monsieur le Maire indique que la 4<sup>ème</sup> zone du PADD précédent ne pouvait plus être ouverte car la propriétaire ne souhaite pas voir ses terrains rendus constructibles. Il est inutile de poursuivre les études si ce secteur reste fermé. La suppression de la zone du « Barrat » (secteur D) implique une augmentation des potentiels des 3 secteurs restants avec l'ajout du 4<sup>ème</sup> secteur de l'école. Il précise que le développement des réseaux d'assainissement a été compliqué mais que la suppression de la zone du « Barrat » permettra de rentabiliser les investissements.*

*Monsieur Gérard ROLLAND s'interroge : « Quand on intègre ce projet de développement dans un PADD, c'est qu'on a déjà une idée de constructions sur ce site école, et c'est un grand message aux administrés. Mais on bloque les hameaux ».*

*Monsieur le Maire répond : « Ce sont des positions de principe. Faire croire aux hameaux qu'on peut encore développer, est malhonnête car les réseaux ne suivent pas et ne seront pas étendus ni renforcés sur les 10 années à venir au moins ».*

*Il ajoute que, par principe, on peut développer partout mais que ce n'est pas réaliste. Les principes ne font pas les décisions pour les administrés. Il faut avancer avec des choses concrètes.*

*Madame Isabelle ROQUEBERT demande : « Quand on parle de l'école, c'est juste le bâtiment ou toute la zone ? »*

*Madame Véronique PORTE répond : « Toute la zone ».*

*Madame Sylvie DUPIN demande : « Et l'ancien bâtiment des services ? »*

*Madame Véronique PORTE répond « Il s'agit d'une superficie d'environ 700 m<sup>2</sup>. C'est trop peu pour l'intégrer au PADD mais il faut suivre l'évolution de ce terrain ».*

*Monsieur Michel BRON demande si le projet de développement du secteur école n'est qu'une intention ou si le projet est déjà avancé ?*

*Madame Véronique PORTE répond qu'il ne s'agit que d'un projet. Rien n'est concrétisé.*

*Madame Marie-Noëlle VISE demande : Où sont les espaces naturels et agricoles ?*

*Madame Véronique PORTE répond : « Il s'agit des 3 grandes zones qui vont être ouvertes et qui vont devenir constructibles ». Elle revient sur la cartographie.*

*Le PADD n'amène pas de remarques supplémentaires. Le débat est clos.*

## **2. PRESENTATION DU RAPPORT D'ACTIVITE ANNUEL 2020 DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES CŒUR DE GARONNE**

Monsieur le Maire a présenté au Conseil Municipal le rapport d'activité annuel 2020 de la communauté de communes Cœur de Garonne. Les membres de l'assemblée en ont pris préalablement connaissance dans le document joint à la convocation qui est également consultable sur le site de la communauté de communes Cœur de Garonne.

*Monsieur le Maire précise que ce document est didactique et que la contribution voirie de la commune est importante.*

*Madame Marie-Noëlle VISE demande où en est le dossier des encombrants ?*

*Monsieur le Maire répond que les communes membres de l'intercommunalité mènent une réflexion sur ce dossier et qu'il faut organiser cette collecte.*

*Monsieur Patrice LONG intervient en disant : « Les stades sont très bien entretenus mais la voirie pourrait l'être davantage ».*

*Monsieur le Maire répond que ces sujets ne sont pas du même ordre de grandeur. « La voirie c'est 1 200 km ! Les montants sont beaucoup plus importants et le travail de planification l'est tout autant. Les intempéries font de gros dégâts. Les budgets sont proportionnels. Tout est calculé, il y a des appels d'offres. Il faut se rendre compte de ce travail et aller consulter les CR disponibles sur le site de l'intercommunalité. Notre enveloppe voirie est subventionnée à 57% par le département ».*

*Monsieur Patrice LONG demande s'il y aura un second logement d'urgence sur le territoire intercommunal ?*

*Monsieur le Maire répond qu'un projet est en cours à Cazères.*

## **3. PRESENTATION DU RAPPORT ANNUEL 2020 SUR LE SERVICE PUBLIC DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES CŒUR DE GARONNE**

Monsieur le Maire a présenté au Conseil Municipal le rapport annuel d'activité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés pour l'année 2020 de la communauté de communes Cœur de Garonne. Les membres de l'assemblée en ont pris préalablement connaissance dans le document joint à la convocation qui est également consultable sur le site de la communauté de communes Cœur de Garonne.

*Monsieur le Maire rappelle que l'intercommunalité a géré 20 000 tonnes en 2020. Cela représente 286kg/hab/an d'ordures ménagères. L'objectif en 2022 est : 264 kg.*

*La tarification incitative va aider à réduire les coûts de traitement.*

*Madame Isabelle ROQUEBERT se demande comment on peut arriver à 264 kg de déchets par an et par habitant au lieu des 286 kg actuels ?*

*Monsieur le Maire répond que les déchets recyclables doivent être d'avantage valorisés.*

*Monsieur Gérard ROLLAND : « Les ordures ménagères ne représentent que 45 % des déchets. L'investissement pour la mise en place de la tarification incitative est élevé ! »*

*Monsieur le Maire répond que le tri sera mieux valorisé. Il y aura donc plus de rentrées financières. La TGAP va énormément augmenter et il convient de limiter cette hausse pour à minima stabiliser les dépenses.*

*La CC Cœur de Garonne est au-dessus de la moyenne nationale au niveau du coût. Beaucoup d'autres territoires sont déjà passés en redevance incitative.*

#### **4. PRESENTATION DU RAPPORT ANNUEL 2020 DU SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ÉNERGIE DE LA HAUTE-GARONNE**

Monsieur le Maire a présenté au Conseil Municipal le rapport annuel d'activité du Syndicat d'Energie de la Haute-Garonne pour l'année 2020. Les membres de l'assemblée en ont pris préalablement connaissance dans le document joint à la convocation qui est également consultable sur le site du Syndicat Départemental.

La séance est levée à 22h40.

Fait à Sainte-Foy-de-Peyrolières le 26 novembre 2021.

Le Maire, François VIVES

La secrétaire de séance, Véronique PORTE





## **C. DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL ARRETANT LE PROJET ET TIRANT LE BILAN DE LA CONCERTATION**



**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
COMMUNE DE SAINTE-FOY-DE-PEYROLIERES**  
*Département de la Haute-Garonne  
Arrondissement de Muret*

Acte rendu exécutoire  
de plein droit  
☒ Affichage  
☒ Notification

Le 15 février 2022 à 20 heures 30, le Conseil Municipal de la commune de Sainte-Foy-de-Peyrolières, régulièrement convoqué en séance publique, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes du Parayre sous la présidence de Monsieur François VIVES, Maire.

<p align="center">Séance du <b>15 février 2022</b></p> <p align="center"><b>Acte n°01-2022/2.1</b></p> <p>Conseillers en exercice : 19 Présents : 19 Votants : 19 Absents excusés et représentés : / Date de convocation : 10/02/2022 Date d'affichage : 10/02/2022</p>	<p>Présents : <b>François VIVES - Véronique PORTE - Pascal DELCOUDERC - Dominique GUYS - Michel BRON - Isabelle BANACHE - Corinne BRIQUET - Carole CALL - Sylvie DUPIN - Jacques ESTIBALS - Antoine KAUFFEISEN - Aline MARTRES - Frédéric NOUIS - Carole PELLETIER - Patrice LONG - Gérard ROLLAND - Isabelle ROQUEBERT - Alain VIGNAUX - Marie-Noëlle VISE</b></p> <p>Procuration(s) : /</p> <p>Secrétaire : <b>Dominique GUYS</b></p>
<p align="center">Objet :</p>	<p><b>URBANISME</b></p> <p><b>DELIBERATION ARRETANT LE PROJET DE REVISION DU PLU ET TIRANT LE BILAN DE LA CONCERTATION - COMMUNE DE SAINTE-FOY-DE-PEYROLIERES</b></p>

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 103-6, L.153-14 et R.153-3 ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 27 novembre 2018 ayant prescrit la révision du PLU de Sainte-Foy-de-Peyrolières et précisé les objectifs et modalités de concertation ;

Vu le projet de PLU ;

Vu le bilan de la concertation présenté par Monsieur le Maire ;

**Monsieur le Maire rappelle :**

- les raisons qui ont conduit la commune à engager la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) ;
- le débat qui s'est tenu au sein du conseil municipal dans sa séance du 21 septembre 2021 sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) ;
- les principales options, orientations et règles que contient le projet de PLU ;

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal les modalités de concertation avec la population, définies par la délibération en date du 27 novembre 2018 :

- ✓ installation de panneaux d'exposition en mairie ;
- ✓ insertion dans le bulletin municipal et sur le site internet de la commune d'au moins un article présentant l'avancement du projet de PLU ;
- ✓ organisation d'au moins une réunion publique ;
- ✓ mise à disposition du public d'un cahier de recueil des observations.

Celles-ci se sont déroulées de la manière suivante :

- ✓ Installation de deux panneaux d'exposition dans le hall de la mairie ;

- ✓ Insertion dans le bulletin municipal de plusieurs articles ainsi que sur le site internet de la commune ;
- ✓ Tenue d'une réunion publique en mairie le 29 juin 2021 ;
- ✓ Mise à disposition d'un registre de concertation du 28 novembre 2018 jusqu'à l'arrêt du projet.

Monsieur le Maire donne lecture au conseil municipal du rapport établissant le bilan de la concertation rédigé par le cabinet Artelia, joint en annexe à cette délibération, qui a analysé et commenté les demandes du public.

Après avoir entendu l'exposé du maire et en avoir délibéré, le conseil municipal **DECIDE** :

- **D'APPROUVER** le bilan de la concertation tel qu'il a été présenté par Monsieur le Maire et est annexé à la présente délibération ;
- **D'ARRETER** le projet de PLU, tel qu'il est annexé à la présente délibération ;
- **DE SOUMETTRE** pour avis le projet de PLU aux personnes publiques associées et consultées.

Conformément aux articles L.153-16 et L.153-17 du code de l'urbanisme, la présente délibération et le projet de PLU annexé à cette dernière seront transmis :

- A l'Etat (sous-préfecture de Muret) ;
- Au Conseil Régional et au Conseil Départemental ;
- A la Chambre de Commerce et d'Industrie, à la Chambre des Métiers et de l'Artisanat et à la Chambre d'Agriculture ;
- Au PETR du Sud Toulousain, chargé du schéma de cohérence territoriale (SCOT)
- A la communauté Cœur de Garonne compétente en matière de programme local de l'habitat (PLH) ;
- A la commune limitrophe de Saint-Lys.

Conformément aux articles L151-12 et L151-13, à l'article R153-6, à l'article L153-13, et à l'article R104-23 du code de l'urbanisme, la présente délibération et le projet de PLU annexé seront également transmis :

- A la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) ;
- Au Centre national de la propriété forestière (CNPF) ;
- A Tisséo-Collectivités - Syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération de Toulouse, autorité organisatrice prévue à l'article L.1231-1 du code des transports ;
- A la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe).

Conformément à l'article R.153-3 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois.

VOTE	Pour :	15	P. LONG – A. MARTRES – G. ROLLAND – MN. VISE
	Contre :	4	
	Abstention :	0	

Ainsi fait en Mairie les jour, mois et an que dessus.

Au registre sont les signatures,

Pour extrait conforme,

Le Maire  
François VIVES

